

**3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL
ASSOCIATION**
Siège social : 34070 MONTPELLIER
205, rue de Cheng Du

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Assistance
à la gestion

Comptabilité
& fiscalité

Ressources
humaines

Audit

Gestion de
patrimoine

Protection
sociale

Juridique

Accompagnement
international

Teorem A2C

29 avenue Félix Viallet, 38000 GRENOBLE / T. 04 75 69 28 50 / audit@gallo.fr / www.gallo.fr

SAS au capital social de 933 400 € inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Dauphiné-Savoie
RCS Grenoble B 410317101 - SIRET : 41031710100039 - TVA intracom. : FR72410317101 - NAF : 6920Z

**3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL
ASSOCIATION
Siège social : 34070 MONTPELLIER
205, rue de Cheng Du**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'Association **3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

GRENOBLE, le 25 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

TEOREM A2C

Sébastien CHIRAT



Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2024 | Net au 31/12/2023 |
|---|------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | 1 958 771 | 821 770 | 1 137 001 | 1 183 845 |
| Immobilisations financières | 9 850 | | 9 850 | 9 550 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 1 968 621 | 821 770 | 1 146 851 | 1 193 395 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours (autres que marchandises) | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 343 | | 343 | |
| Créances | | | | |
| Usagers et comptes rattachés | 20 615 | 11 920 | 8 695 | 16 005 |
| Autres | 343 472 | | 343 472 | 356 700 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités (autres que caisse) | 50 015 | | 50 015 | 27 840 |
| Caisse | 5 891 | | 5 891 | 5 610 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 420 336 | 11 920 | 408 416 | 406 154 |
| REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 51 662 | | 51 662 | 78 319 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Autres comptes de régularisation | | | | |
| TOTAL REGULARISATION | 51 662 | | 51 662 | 78 319 |
| TOTAL GENERAL | 2 440 619 | 833 690 | 1 606 929 | 1 677 869 |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Bilan passif

| | au 31/12/2024 | au 31/12/2023 |
|---|------------------|------------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds propres | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 4 685 | 4 685 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Résultat de l'exercice | -85 265 | -244 383 |
| Report à nouveau | 392 412 | 636 795 |
| Autres fonds associatifs | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | |
| Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise | | |
| Subventions d'investissement | 460 325 | 579 360 |
| Provisions réglementées | | |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | |
| SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE | 392 412 | 636 795 |
| TOTAL FONDS ASSOCIATIFS | 311 832 | 397 097 |
| FONDS DEDIES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes assimilées | 435 780 | 76 302 |
| Avances et commandes reçues sur commandes en cours | 3 024 | 1 495 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 280 973 | 456 363 |
| Autres | 108 995 | 167 253 |
| TOTAL DETTES | 834 771 | 701 412 |
| Produits constatés d'avance | 6 000 | |
| TOTAL GENERAL | 1 606 929 | 1 677 869 |

| | |
|--|---------|
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 110 350 |
| Dont à moins d'un an (a) | 721 398 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 325 430 |
| (3) Dont emprunts participatifs | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |

Compte de Résultat

| | Exercice N 31/12/2024 | Exercice N-1 31/12/2023 |
|--|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes) | | |
| Cotisations | 219 672 | 202 118 |
| Ventes de marchandises | 11 581 | 2 840 |
| Ventes de prestations de services | 787 801 | 530 376 |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | 71 753 | 116 649 |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 1 520 242 | 1 071 104 |
| Autres produits | 8 842 | 31 496 |
| REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS | | 15 000 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 2 619 891 | 1 969 583 |
| CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes) | | |
| Achats de marchandises | 4 229 | |
| Variation des stocks (marchandises) | | |
| Achats d'approvisionnements | | |
| Variation des stocks (approvisionnements) | | |
| Autres charges externes | 1 090 717 | 1 106 882 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 37 438 | 22 894 |
| Rémunérations du personnel | 943 084 | 827 185 |
| Charges sociales | 138 438 | 105 788 |
| Dotations aux amortissements | 364 330 | 294 370 |
| Subventions accordées par l'association | | |
| Autres charges | 91 404 | 67 306 |
| ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES | | |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 2 669 640 | 2 424 425 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -49 749 | -454 842 |
| PRODUITS FINANCIERS | 1 | 1 |
| CHARGES FINANCIERES | 13 977 | 5 763 |
| | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 236 929 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 21 539 | 20 708 |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES | | |
| REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS | | |
| ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES | | |
| | | |
| EXCEDENT OU DEFICIT | -85 265 | -244 383 |

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : 3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 606 929 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 85 265 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 15/06/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entité fournit des informations sur les transactions qu'elle a effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales, dénommées contrepartie :

- désignation de la contrepartie ;
- la nature de la relation avec la contrepartie ;
- le montant des transactions réalisées avec la contrepartie ;
- toute autre information sur les transactions nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'entité.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux transactions courantes conclues à des conditions normales.

Au regard des transactions citées dans le rapport spécial du commissaire aux comptes nous n'avons pas de transactions à relater dans l'annexe.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Les investissements sur la base de Loisir de la Grande Motte se poursuivent pour la mise aux normes sécuritaires des bâtiments et du site de la CAF, des acquisitions sont constatées à hauteur de 186 500 €.

Une Production immobilisée est constatée à hauteur de 71 753 € réalisée par une équipe de salariés, dédiée aux travaux sur la base.

Enfin, une augmentation significative de la masse salariale de 113 682 € a plusieurs causes

- développement d'une nouvelle activité foot sur la commune de Juvignac.
- Le nombre de licenciés FOOT a augmenté de 189 licences pour arriver à 495 licences, le nombre de TKD reste stable à 306 licences.
- augmentation du taux d'encadrement
- Salaire 3/4 année d'une DAF embauchée en 03/2024

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Application du règlement ANC 2022-06 de manière anticipée pour l'exercice clos au 31/12/2024

Autres éléments significatifs

Le Résultat de l'exercice fait ressortir une perte significative de – 85 265 € impactant la structure financière de l'Association. Cette situation a conduit l'Association à prendre des mesures de rationalisation des dépenses ainsi qu'à rechercher un financement adapté sur 2024 ; mesures indispensables pour assurer la continuité d'exploitation de l'Association

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|----------------|---------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 336 599 | 275 525 | | 612 124 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 885 445 | 60 951 | 6 000 | 940 396 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 66 319 | | 5 163 | 61 156 |
| - Matériel de transport | 219 646 | | 15 000 | 204 646 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 114 353 | 10 386 | 2 269 | 122 470 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | 53 617 | | | 17 980 |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 1 675 978 | 346 862 | 28 432 | 1 958 771 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 30 | 300 | | 330 |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 9 520 | | | 9 520 |
| Immobilisations financières | 9 550 | 300 | | 9 850 |
| ACTIF IMMOBILISE | 1 685 528 | 347 162 | 28 432 | 1 968 621 |

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

| | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | Total |
|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------|
| Ventilation des augmentations | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements de l'actif circulant | | | | |
| Acquisitions | | 346 862 | 300 | 347 162 |
| Apports | | | | |
| Créations | | | | |
| Réévaluations | | | | |
| Augmentations de l'exercice | | 346 862 | 300 | 347 162 |
| Ventilation des diminutions | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements vers l'actif circulant | | | | |
| Cessions | | 28 432 | | 28 432 |
| Scissions | | | | |
| Mises hors service | | | | |
| Diminutions de l'exercice | | 28 432 | | 28 432 |

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|---------------------------|----------------|---------------|---------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 66 048 | 97 636 | | 163 684 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 186 846 | 176 904 | 1 673 | 362 077 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 53 278 | 6 614 | 5 163 | 54 728 |
| - Matériel de transport | 147 428 | 45 159 | 14 319 | 178 267 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 38 533 | 26 097 | 1 616 | 63 014 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 492 133 | 352 410 | 22 772 | 821 770 |
| ACTIF IMMOBILISE | 492 133 | 352 410 | 22 772 | 821 770 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 425 269 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 9 520 | | 9 520 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 20 615 | 20 615 | |
| Autres | 343 472 | 343 472 | |
| Charges constatées d'avance | 51 662 | 51 662 | |
| Total | 425 269 | 415 749 | 9 520 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|------------------------------|---------------|
| Etat - produits à recevoir | 20 800 |
| Divers - produits à recevoir | 2 632 |
| Total | 23 432 |
| | |

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|-------------------------------------|----------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 4 685 | | | | 4 685 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à Nouveau | 636 795 | 244 382 | | 488 765 | 392 412 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -244 383 | | | 85 265 | -85 265 |
| Situation nette | 397 097 | 244 382 | | 574 029 | 311 832 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 579 360 | | | 119 035 | 460 325 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Droits de propriétaires (Commodat) | | | | | |
| TOTAL | 976 457 | 244 382 | | 693 065 | 772 157 |

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 831 747 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|-----------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | 325 430 | 325 430 | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | 110 350 | | | 110 350 |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 280 973 | 280 973 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 108 995 | 108 995 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | | | | |
| Produits constatés d'avance | 6 000 | 6 000 | | |
| Total | 831 747 | 721 398 | | 110 350 |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | -84 383 | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|---------------|
| Fournisseurs - fact. non parvenues | 13 000 |
| Intérêts courus à payer | 230 |
| Dettes provis. pr congés à payer | 39 737 |
| Charges sociales s/congés à payer | 6 755 |
| Total | 59 723 |

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| Charges constatées d'avance | 51 662 | | |
| Total | 51 662 | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|-----------------------------|----------------------------|------------------------|---------------------------|
| Produits constatés d'avance | 6 000 | | |
| Total | 6 000 | | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

| | Union européenne | Etat | Collectivités territoriales | CAF | Autres | Total |
|------------------------------|---------------------|---------|--------------------------------|---------|--------|------------------|
| Concours publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | 629 226 | 238 280 | 337 500 | 8 500 | 1 520 242 |
| Subventions d'équilibre | | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | 306 735 | | |
| | | | | | | 1 520 242 |

Autres informations

Donations

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

| | A l'ouverture de l' exercice | Reports A | Utilisations Montant global B | Utilisations Dont rembours. | Transferts C | A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C | A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés |
|------------|---------------------------------------|------------------|--|---------------------------------------|---------------------|---|---|
| Sous total | | | | | | | |
| Sous total | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| | | | | | | | |